

«Touche pas à ma ZEP», ça monte, ça monte

Article paru sur le site du NPA :

<https://npa2009.org/actualite/education/touche-pas-ma-zep-ca-monte-ca-monte>



Le 17 novembre 2016 avait lieu la troisième journée de grève commune aux lycées relevant de l'éducation prioritaire (zone d'éducation prioritaire ZEP, zone sensible...). Cette lutte a commencé en mai avec le courrier de Najat Vallaud-Belkacem dans lequel elle a annoncé la fin de l'éducation prioritaire au lycée, en expliquant que désormais, celle-ci ne concerne plus que l'*«enseignement obligatoire, c'est-à-dire, l'école et le collège»*.

Derrière une pseudo volonté du ministère de l'éducation de revitaliser l'éducation prioritaire, on s'aperçoit que les collèges et les écoles qui relèvent de celle-ci sont largement en baisse de moyens par rapport à la rentrée 2015. De plus, la ministre a annoncé la sortie de tout dispositif pour les lycées dès 2017. **Comment est-ce possible de justifier le fait que l'éducation prioritaire doivent s'arrêter à 14 ans ? Déjà que les moyens baissent même avec ce statut, on peut s'attendre au pire sans.** Les conditions de travail toujours plus déplorables dans l'éducation nationale s'en retrouveront encore plus dégradées dans les lycées qui ont le plus besoin de moyens et de cadre solide pour accompagner des élèves souvent les plus défavorisé-e-s.

Cette annonce n'est pas passé sans contestation puisque que des enseignant-e-s de nombreux lycées concernés (généraux, techniques et professionnels) se sont mobilisé-e-s.

Ils et elles veulent obtenir **une carte élargie de l'Éducation Prioritaire aux lycées** (et pas seulement aux collèges et écoles), et un statut propre au lycée permettant de **réduire le nombre d'élèves maximal par classe**, d'obtenir **plus de personnel de vie scolaire, plus de personnel d'entretien et de restauration**, des **moyens supplémentaire**, et des compensations spécifiques pour l'ensemble des personnels pour assurer la **stabilité des équipes**, etc.

Ces enseignant-e-s se sont regroupé-e-s au sein d'un collectif «**Touche pas à ma ZEP**»¹ qui a permis de regrouper les lycées concernés, et d'organiser la lutte. C'est aussi dans un contexte de mouvement contre la loi travail que ce cadre de lutte est né, et ce n'est sans doute pas sans rapport que les personnes mobilisé-e-s ont voulu s'organiser autour de ce collectif «Touche pas à ma ZEP».

Une lutte qui s'élargit

À l'heure actuelle et au lendemain de la mobilisation du 17 novembre, 79 établissements se sont mobilisés et ont signé **l'appel «Touche pas à ma ZEP»** dans les académies d'Aix, Marseille, Amiens, Créteil, Grenoble, Montpellier, Nancy, Metz, Orléans-Tours, Toulouse et Versailles.

Il y a eu pour l'instant trois dates de grève et mobilisations : le 29 septembre, le 11 octobre, et très récemment le 17 novembre. Ces trois dates ont été largement suivies par les personnels des lycées concernés avec des taux de grèves proche de 80 % pour bon nombres d'entre eux et avec un élargissement des lycées dans la bataille. La mobilisation a été croissante avec respectivement des manifs parisiennes de 300, 500 et 1000 personnes pour le 17 novembre, et un élargissement à d'autres villes (400 à Marseille, 300 à Dreux). Le 17 novembre, il y eu même des collèges (dans le 92 nord, 93 et 31) et des écoles (93) en grèves !

En plus du collectif «Touche pas à ma ZEP», l'intersyndicale s'est rencontrée le 18 novembre, et Sud Éducation a proposé une nouvelle rencontre dans la semaine qui arrive. Des intersyndicales se construisent à différents endroits qui sont quelques fois très larges comme à Aix-Marseille où **l'intersyndicale regroupe de la CNT à la CFDT en passant par la FSU**.

De plus, et il s'agit sans doute de la partie la plus intéressante, dans des lycées comme le lycée Maurice Utrillo à Stains (93), il existe une réelle auto-organisation des enseignant-e-s, allant même jusqu'à l'occupation du lycée.

Des AG de grève commune à la région parisienne sont organisées. À la suite de la manifestation du 17 novembre, l'AG parisienne a décidé de **la prochaine journée de grève le 29/11/2016 et d'une autre en janvier**, avec pour le 29, une manifestation le matin et l'AG l'après midi pour avoir le temps de décider collectivement de la suite du mouvement.

La pression monte : avant même la manifestation du 17 novembre, la ministre avait reconnu que « *les personnels des lycées [des ex-ZEP] ont raison. Il faudra faire cette réforme des lycées d'éducation prioritaire.* » Bien qu'il ne s'agisse que de mots, et que nous ne nous faisons aucune illusion quant aux implications concrètes de tels dires, ils révèlent une certaine appréhension concernant l'évolution du mouvement. C'est donc bon signe, et comme les militant-e-s du mouvement le montre, il faut continuer le combat, et l'élargir le plus possible. Un des enjeux est aussi d'associer les collèges et les écoles : le travail réalisé en ce sens semble fonctionner avec les quelques établissements en grève le 17 novembre.

Ne lâchons rien et construisons massivement la journée de grève et de mobilisation du 29 novembre 2016 !

- 1. La page facebook : <https://www.facebook.com/touchepasamazep>, le compte Twitter <https://twitter.com/tpamz>

Lucas Battin, le 23 novembre 2016